

Les Echos de l'Eco

echosdeleco.com

AVRIL 2021 - N°003 / GRATUIT, NE PEUT ÊTRE VENDU

OLEA
COURTAGE D'ASSURANCE



Le vrai courtier panafricain

gabon@olea.africa - 011 76 55 77

Interview

Henri-Claude OYIMA
Président Directeur Général du Groupe BGFIBank



LE GROUPE BGFIBank FÊTE SON CINQUANTENAIRE

IL N'EXISTE PAS DE GRANDES HISTOIRES SANS DE GRANDS HOMMES

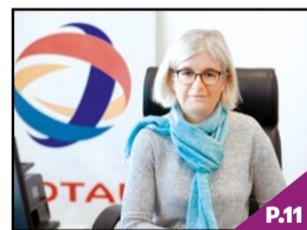
P. 6-7-8

Essentiel



P.9

LES GRANDES DATES DE L'HISTOIRE DES BANQUES DEPUIS UN DEMI-SIÈCLE



Madame Ingrid Jaumain
Directrice générale de Total Marketing Gabon

Total : le leader des distributeurs



Monsieur Clément Chadeau
Directeur général de Olea Gabon

OLEA, le courtier d'assurance panafricain

Assinco



VISITEZ NOUS SUR
WWW.ASSINCO-SA.COM

- ASSINCO OFFRE DES SOLUTIONS EN ASSURANCE POUR PARTICULIERS & ENTREPRISES.
- ASSINCO EST UNE FILIALE DU GROUPE BGFIBANK
- ASSINCO TOTALISE PLUS DE 115 MILLIARDS XAF DE SINISTRES RÉGLÉS EN FAVEUR DES ASSURÉS TIERS ET VICTIMES.

Tél : +(241) 011 72 19 25
Email : assinco@assinco-sa.com ; commercial@assinco-sa.com
Adresse : Immeuble Odyssée, Boulevard de l'Indépendance, Libreville-Gabon groupebgfibank.com

LE RISQUE MAÎTRISÉ, L'AVENIR ASSURÉ



DEVENONS MEILLEURS ENSEMBLE



Faites nous part de vos suggestions pour vous donner le service que vous méritez.

Pour participer à l'enquête, choisissez l'un des moyens suivants :

- Scanner le **code QR**
- Consulter le **site <http://www.talktoengen.com>**

#MeilleursEnsemble
#VotreAvisCompte

Avec nous vous êtes Numéro Un  **ENGEN**

Édito

LE JOUR D'APRÈS

Cette édition peut être qualifiée de « numéro spécial banque ». Ce n'est pas une coïncidence, mais un lien direct avec le cinquantenaire de la BGFI. Nous avons passé en revue les grandes dates des banques au cours du dernier demi-siècle et, selon les données, évoqué le rôle des banques de demain avec la vulgarisation et la gestion des cryptomonnaies.

Mais ça, c'est pour après...

Nous avons aussi réservé quelques lignes à l'évolution panafricaine de la vaccination contre la Covid-19. Vous l'aurez remarqué, au sein de la rédaction nous avons choisi de ne pas nous épancher sur ce sujet anxiogène, considérant que nous en subissons suffisamment les multiples conséquences, qu'elles soient financières, professionnelles et/ou personnelles. Mais une fois vaccinés, comment se présentera le jour d'après ? Toujours cette question identique partagée avec l'ensemble des nations : que ferons-nous du « jour d'après » ? Le confinement invite à la réflexion. Et laisse parfois aussi la place à la panique, comme lorsque s'éteint la lampe de chevet et que surgissent les idées noires, avec la crainte de lendemains pas forcément meilleurs. Les vivre, mais avec quelles perspectives ? Quelles traces aura laissé ce virus ? D'ailleurs, n'en restera-t-il que le souvenir ou devons-nous véritablement continuer à vivre avec lui ?

Et si, après les sécheresses, les tempêtes, les mégafeux et maintenant les virus, nous ne revenons plus jamais « à la normale » ? Mais qu'est-ce que « la normale » ? La vie menée dans cet exil intérieur imposé nous a-t-elle amenés à reconsidérer nos vraies valeurs ? Ce que nous jugions indispensable l'est-il vraiment ? Les non-essentiels qui ont fait couler tellement d'encre le sont-ils effectivement ?

Quel est ce nouveau monde qui nous attend et devons-nous nous méfier du prochain virus, de la bactérie, d'un quelque chose invisible qui s'impose et bouleverse nos vies, nos perspectives, sachant que ce fantôme est assez puissant pour nous tuer sans même être condamné ? Devenons-nous paranoïaques au point de nous inquiéter démesurément du monde de demain ? Sera-t-il la continuité de celui d'hier ou un autre encore inconnu ? Que nous ayons dû lutter contre la maladie ou pas pour conserver notre santé, nous n'en sortirons pas indemnes. Nous avons subi une frustration qui n'aura que trop duré et aura marqué de son empreinte les années 2020.

Alors qu'une issue se profile enfin, préparons-nous dans un premier temps à faire un *reset*, à réinitialiser ensemble le jour d'avant pour encore mieux apprécier celui d'après.

Anne-Marie Jobin

DIRECTRICE DE LA PUBLICATION JOURNALISTE

Anne-Marie Jobin
echosdeleco@gmail.com
(+241) 062 18 77 18

RESPONSABLE MULTIMÉDIA

Lylvian Lunckwey

INFOGRAPHISTE & DIRECTEUR ARTISTIQUE

Andrew Nguema

INFORMATIONS LÉGALES

Sté ÉCHOS DE L'ÉCO
RCCM N° 2018 A 46162 - Déclaration de constitution d'un organe de presse accordée le 05 février 2021, Ministère de la Communication
N°: AT_MC00001/2021

PUBLICITÉ ET MARKETING

Réseau de distribution : echosdeleco@gmail.com



Sommaire



COINBASE, GÉANT DES CRYPTOMONNAIES, ARRIVE À WALL STREET

Avant son introduction au Nasdaq le 14 avril, la plateforme d'échange vaut 90 milliards de dollars. Coinbase recensait 43 millions d'utilisateurs particuliers fin 2020.

P.4

L'EXPLOITATION PÉTROLIÈRE SUR LA VOIE DE LA RÉGULATION

Le test prévisionnel de conjoncture de la Cemac révèle que l'exploitation pétrolière du Gabon tendrait vers une stabilisation des volumes de production au deuxième trimestre 2021.



P.4



CYBERSÉCURITÉ ET GESTION DES RISQUES AUTOUR DES TRANSACTIONS FINANCIÈRES

L'annus horribilis 2020 a mobilisé les gouvernements à l'échelle mondiale afin de réduire les contacts entre humains pour mieux préserver leur santé et atténuer le risque de contagion.

P.5

L'AFRIQUE FACE À LA COVID-19 : DOUZE PAYS ONT REÇU DES VACCINS CHINOIS

La Mauritanie a réceptionné 50 000 doses de Sinopharm, l'Afrique du Sud a revendu 1 million d'AstraZeneca et Madagascar ouvre la porte au sérum.



P.10



GABON : UN PLAN TRIENNAL POUR ACCÉLÉRER LA DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE

Au Gabon, le secteur pétrolier, moteur principal de l'économie, est à une étape critique de son évolution. Aussi les autorités planifient-elles déjà l'accélération de la diversification de l'économie afin d'atteindre les objectifs fixés dans le cadre de la vision stratégique Gabon émergent 2025.

P.12

COINBASE, GÉANT DES CRYPTOMONNAIES, ARRIVE À WALL STREET

Avant son introduction au Nasdaq le 14 avril, la plateforme d'échange vaut 90 milliards de dollars. Coinbase recensait 43 millions d'utilisateurs particuliers fin 2020.

Comme celle de nombreuses sociétés technologiques avant elle, l'histoire de Coinbase a commencé à San Francisco, en Californie. En juin 2012, Brian Armstrong, son actuel PDG, et Fred Ehrsam fondent leur société. Ils proposent un premier service d'achat et de vente de bitcoins par virement bancaire sur Internet. Coinbase s'impose rapidement comme une référence dans le petit monde des crypto-investisseurs, pour sa sécurité, sa simplicité d'utilisation, son service client et l'éventail de cryptos disponibles. Sa base d'utilisateurs grossit avec l'engouement pour ces nouvelles monnaies numériques.

En 2018, elle compte 20 millions d'utilisateurs et lève 300 millions de dollars pour accélérer son développement. L'«hiver crypto» qui suit l'éclatement de la bulle du



bitcoin met pendant quelques mois un coup de frein à son hyper-croissance qui reprend de plus belle à partir de 2020. La crise et son lot d'incertitudes, les confinements, l'ar-

rivée massive de nouveaux investisseurs institutionnels, entreprises et particuliers fortunés provoquent une nouvelle envolée des cryptomonnaies, bitcoin en tête.

Selon les documents fournis à la SEC, le chiffre d'affaires de Coinbase s'envole de 136 % en 2020, pour atteindre 1,14 m^d de dollars. Et la plateforme gagne de l'argent, beaucoup d'argent, avec l'activité de ses 43 millions d'utilisateurs dans le monde : 322 millions de dollars en 2020 quand elle en perdait encore 30 millions en 2019. Le marché est toujours en pleine course et s'est généralisé à toutes les cryptomonnaies. En termes de progression, le bitcoin vient d'enregistrer son meilleur trimestre depuis 2014.

L'entreprise a aussi un côté obscur. La Commodity Futures Trading Commission l'a condamnée en mars à une amende de 6,5 millions de dollars pour avoir gonflé artificiellement les volumes de transactions entre 2015 et 2018 afin de tromper les investisseurs (« wash trading »).

Fin mars 2021, l'envolée du bitcoin – qui a dépassé les 600 000 dollars – fait les belles affaires de Coinbase. Comme une consécration, cette plateforme américaine d'achat, de vente et de gestion des cryptomonnaies va faire son entrée au Nasdaq le 14 avril, aux côtés des sociétés technologiques les plus prestigieuses. Le gendarme financier américain (Securities and Exchange Commission) a donné son feu vert à cette introduction, la première d'une entreprise dans le

Le prix réel sera connu le jour J en fonction de l'offre et la demande.

secteur des cryptomonnaies, qui était encore regardé avec beaucoup de circonspection par les autorités financières jusqu'à il y a peu.

Il s'agira d'une cotation directe : Coinbase ne lèvera pas d'argent frais, mais ses actionnaires actuels pourront vendre des titres. Le prix réel sera connu le jour J en fonction de l'offre et la demande. Lors d'une vente aux enchères privée sur le Nasdaq Private Market en février, l'action Coinbase se négociait autour de 350 dollars, ce qui valorisait la société à 90 m^{ds} de dollars. Un montant impressionnant, reflet de l'enthousiasme actuel des investisseurs pour ce secteur des cryptomonnaies.

Bénéficiaire en 2020

L'introduction sera observée avec beaucoup d'attention. Les adeptes des cryptomonnaies veulent y voir une légitimation additionnelle pour ce secteur parfois encore méprisé par les investisseurs traditionnels, les régulateurs et le grand public. Elle compte aussi déjà simplement comme l'une des plus grosses introductions de l'année dans le secteur technologique.

L'EXPLOITATION PÉTROLIÈRE SUR LA VOIE DE LA RÉGULATION

Le test prévisionnel de conjoncture de la Cemac révèle que l'exploitation pétrolière du Gabon tendrait vers une stabilisation des volumes de production au deuxième trimestre 2021.

En zone Cemac, les perspectives du secteur pétrolier s'annoncent stables. De ce fait, les opérateurs du secteur affichent un certain optimisme concernant la dynamique des cours mondiaux du brut. Toutefois, l'activité s'annonce morose en Guinée équatoriale, pays qui fait face à une chute de la productivité de ses puits de pétrole.

Au Congo, on table sur une anticipation de la stabilité des activités du secteur pétrolier au deuxième trimestre 2021. Cette projection s'expliquerait par la remontée progressive des cours du baril de l'or noir au niveau international, dans le sillage d'une offre contrainte par la limitation des quotas de production fixés par l'Opep.

Au Gabon l'exploitation pétrolière tendrait vers une



stabilisation des volumes de production au deuxième trimestre 2021, suivant notamment le maintien des quotas de production édic-

tés par l'Opep. Les perspectives à court terme restent optimistes en raison du démarrage des campagnes de forage initialement prévues.

En Guinée équatoriale, les prévisions sont vues à la baisse malgré l'évolution positive attendue des cours mondiaux du baril du pétrole brut. Après les bons résultats enregistrés par la connexion des puits 6P de Noble Energy et SS4, des puits SS5 et Z17 de la société MEGI, le ministère des Mines et Hydrocarbures a anticipé une réduction de la production du pétrole.

Malgré cette situation, l'entrée en activité du géant américain Chevron, qui a racheté Noble Energy, aura un impact positif à moyen terme.

Enfin au Tchad, selon la Société des hydrocarbures, l'activité pétrolière se stabiliserait au deuxième trimestre 2021, en phase avec l'évolution des cours du pétrole. Cependant, l'approvisionnement en produits d'origine étrangère resterait difficile.

Secteur gazier

Dans le même temps, l'activité gazière dans la sous-région devrait progresser favorablement avec des perspectives encourageantes en Guinée équatoriale, stimulées par la mise en service du pipeline d'exportation du gaz d'Alen vers le complexe pétrolier Alba. En effet, avec ce projet, le volume additionnel de gaz attendu du champ Alen

Au Gabon l'exploitation pétrolière tendrait vers une stabilisation des volumes de production au deuxième trimestre 2021

oscillerait entre 200 et 300 millions de pieds cubes/jour au deuxième trimestre. Le premier gaz est arrivé aux installations du champ Alba situé à Punta Europa le 17 février 2021. Cette embellie serait aussi accompagnée d'une augmentation des cours mondiaux de certains gaz tels que le méthanol, du fait de l'augmentation de la demande mondiale alliée à l'existence de certaines usines de gaz hors service à l'international.

Au Gabon, les opérateurs sont relativement optimistes. L'activité gazière exercée dans le pays par Assala Gabon et Perenco devrait vraisemblablement demeurer stable. Les perspectives à court terme sont assez optimistes au regard des investissements prévus par Perenco pour l'augmentation de sa production.

CYBERSÉCURITÉ ET GESTION DES RISQUES AUTOUR DES TRANSACTIONS FINANCIÈRES

L'annus horribilis 2020 a mobilisé les gouvernements à l'échelle mondiale afin de réduire les contacts entre humains pour mieux préserver leur santé et atténuer le risque de contagion tout en favorisant la multiplication de contacts dématérialisés entre nos divers appareils technologiques (IoT*). Ces outils nous permettent d'échanger sur un espace virtuel, mal connu et fortement sensible aux attaques en tout genre.



Pour un auditeur financier, évoquer 2020, c'est se souvenir douloureusement de 2007-2008. La hantise qu'un basculement vers une crise financière systémique ne s'opère contre toute attente, et ce malgré le déploiement d'un arsenal d'outils organisationnels, techniques, financiers, institutionnels et réglementaires sous-jacent. Le rôle de l'auditeur est de confirmer que les transactions d'une entreprise se sont opérées conformément aux exigences comptables, financières et réglementaires, et que le niveau de maîtrise des risques a été bien appréhendé.

Dans un contexte où les employés travaillent désormais hors de leur bureau et utilisent ou ont accès au patrimoine de l'entreprise sans y être physiquement, comment garantir que les intrusions seront maîtrisées de la même manière ? Comment s'assurer que l'utilisation d'outils mobiles ne vienne pas porter atteinte à l'intégrité des informations ?

C'est à ce carrefour que l'audit et la cybersécurité se rencontrent et fusionnent pour garantir une appétence au risque adossée aux objectifs stratégiques des entreprises. La première garantit la fiabilité de la génération, utilisation et communication d'informations financières et de la maîtrise des risques liés. La seconde confirme que les supports technologiques et opérationnels utilisés pour la génération de ces informations financières sont conformes et totalement sécurisés.

Sur notre continent, l'accélération du nombre d'abonnés et de connectés sur les réseaux téléphoniques 3G/4G et bientôt 5G traduit l'impact des nouvelles technologies sur nos économies nationales. Selon les sources de la Banque mondiale, en Afrique subsaharienne, 19 % de la population utilise Internet, 873 millions d'habitants sont désormais connectés à la technologie mobile, et l'usage du mobile banking fait l'objet d'une croissance forte et continue s'élevant à 42 % en 2018 (Demirguc-Kunt et al., 2018, *Global Financial Inclusion Database*, Banque mondiale). Les entreprises télécom garantissant l'usage de cette technologie deviennent les acteurs incontournables qui permettent à de nombreux Africains de sortir du schéma de la pauvreté, de renforcer l'émergence d'une finance inclusive ou à d'autres de continuer à profiter de services bancaires sur mobile.

Autour du mobile, comme de tout autre support numérique, certains usages exposent fortement les systèmes d'information des entreprises fournissant des services financiers. Messagerie personnelle, navigation sur les réseaux sociaux, transferts de fichiers via plateformes de messagerie instantanée, utilisation de VPN etc., deviennent des portes d'intrusions potentielles à toute attaque malveillante et externe.

Pour maintenir un service client efficace, de nombreuses entreprises sont supposées ouvrir leurs entrailles à des utilisateurs externes, pas toujours familiers des modalités à

appliquer. Réaliser des opérations via un mobile ne répond pas toujours à leur sécurisation.

Parler d'intrusion, c'est confirmer que les échanges ne se réalisent plus de *peer-to-peer* (P2P), presque en totale discrétion, mais sont susceptibles d'être espionnés par des voyeurs externes malveillants. On s'expose de ce fait à des risques de vol de données de l'entreprise ou personnelles. Selon la définition qu'en donne la CISA Cybersecurity Infrastructure Security Agency, « la cybersécurité est l'art de protéger les réseaux, les appareils et les données contre l'accès non autorisé ou l'utilisation criminelle, et la pratique d'assurer la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité de l'information ».

Avec la cybersécurité, la protection des données échangées devient un impératif de l'assurance portée sur le risque d'intrusion ou de surveillance que suppose l'utilisation d'un espace virtuel et totalement accessible par n'importe quel utilisateur. La garantie qu'apporte la cybersécurité (à travers des outils de prévention et protection, des politiques, des stratégies, la gouvernance) devient l'information complémentaire sur laquelle s'appuie l'auditeur pour confirmer le niveau de mitigation des risques financiers d'une entreprise, ainsi que de tous les autres risques opérationnels (risque d'image/réputation). L'auditeur peut et doit désormais évaluer le degré d'impact que peut avoir tout type d'intrusion ou de risque d'intrusion, et décliner les actes de gestion de risques qui en découlent

afin de mieux protéger les entreprises et les usagers. Cette synergie offre au secteur des transactions fi-

nançières la garantie de se mouvoir dans des eaux relativement claires, mais où le gendarme doit sans cesse se réinventer afin de mieux circonscrire ce terrain de jeux virtuel. La réglementation est la 3^e voie dans cette bataille de gestion des risques au sein des zones africaines régionales plus particulièrement, avec la concrétisation actée par la Zlecaf au 1^{er} janvier 2021. Ce ne sont plus seulement des agrégats comptables et financiers, stratégiques et de gouvernance que l'auditeur analysera : avec une Afrique composée de relations économiques en libre-échange, ce sont désormais plusieurs profils potentiels pouvant attaquer les systèmes d'information d'entreprises de toutes tailles et potentiellement avoir une incidence sur les informations financières qui y sont générées. Le terrain de jeux s'agrandit, le nombre d'outils et d'acteurs aussi, au service ou aux dépens des utilisateurs.

Bon élève, le secteur des transactions financières a démontré un bon business model dans la gestion des risques cyber qui devrait être répliqué à d'autres environnements. La réglementation y est forte également et les États s'entendent de concert à ce que toutes les transactions

financières soient transparentes. Mais comme le risque zéro n'existe pas, on peut rationaliser le nombre d'incidents intervenant dans ces opérations et confirmer qu'avec l'audit, la cybersécurité contribue à redonner confiance. Ces deux acteurs apportent le label de l'assurance raisonnable que le cyberspace sur lequel on évolue est potentiellement sain. Il est donc temps de rendre cette alliance plus concrète.

*IoT = Internet of things ou Internet des objets, décrit le réseau d'appareils physiques, les « objets », qui intègrent des capteurs, des logiciels et autres technologies en vue de se connecter à d'autres dispositifs et systèmes sur Internet et d'échanger des données avec eux. Ces dispositifs peuvent aussi bien être de simples appareils domestiques que des outils industriels d'une grande complexité. Plus de 7 mds d'appareils IoT sont déjà connectés aujourd'hui. Les experts estiment que ce chiffre va augmenter à 10 mds d'ici à 2020 et 22 mds d'ici 2025.

Source : Oracle

Reine Toungui, consultante indépendante en management



LE CERTIFICAT COSO



LE CERTIFICAT COSO ATTESTE DE VOTRE CONNAISSANCE DU REFERENTIEL INTEGRE DE CONTROLE INTERNE, PUBLIE PAR LE COSO (COMMITTEE OF SPONSORING ORGANIZATION OF THE TRADWAY COMMISSION).

LE CERTIFICAT COSO VOUS PERMETTRA DE DEVELOPPER UNE EXPERTISE DANS LA CONCEPTION, LE DEPLOIEMENT ET L'ANIMATION D'UN REFERENTIEL DE CONTROLE INTERNE

TARIF
Inscription à la formation et à l'examen
Adhérent : 1 370 000 FCFA
Non Adhérent : 1 500 000 FCFA

PUBLIC
Les contrôleurs internes les auditeurs internes, les risk managers, les inspecteurs vérificateurs, les opérationnels métiers, les consultants, toute personne intéressée par le contrôle interne.

ADMISSIBILITES
Pour pouvoir présenter le certificat COSO, le candidat doit s'inscrire à la formation « Préparation et certificat COSO » et maîtriser le référentiel. Voir présentation Préparation et certicate COSO

MODALITES DE L'EXAMEN
QCM de 50 questions
75-90 minutes (1h15 - 1h30)
Interruption automatique du QCM après 150 minutes (2h30)

QUAND PASSER L'EXAMEN ?
Le candidat au COSO dispose d'un mois (à compte de la date d'achèvement de la formation « Préparation et certificat COSO » pour passer l'examen et le terminer. En cas d'échec, il est possible de présenter à nouveau l'examen. Un lien est alors adressé au candidat ; il est actif durant 90 jours.

DELIVRANCE DU CERTIFICAT
L'IIA délivre électroniquement aux lauréats le certificat COSO, dans un délai de 3 à 5 jour ouvrable.

INSCRIVEZ-VOUS DES A PRESENT
PAR MAIL : 2016AGACI@GMAIL.COM
TÉL. : (+241) 77 07 18 56 / 77 42 99 55

Interview de Monsieur Henri-Claude Oyima Président Directeur Général du Groupe BGFIBank

LE GROUPE BGFIBank FÊTE SON CINQUANTENAIRE IL N'EXISTE PAS DE GRANDES HISTOIRES SANS DE GRANDS HOMMES

L'histoire du Groupe BGFIBank mérite d'être narrée pour encore mieux la définir. La BGFIBank fut créée en 1971 au Gabon en tant que filiale de la Banque de Paris et des Pays-Bas, sous la dénomination de Banque de Paris et des Pays-Bas Gabon. À l'heure où le boom économique lié à l'exploitation du pétrole est à son apogée, plusieurs agences ouvrent dans les principaux centres urbains, avant que l'établissement ne prenne la dénomination de Banque Paribas Gabon.

En 1996, la Banque de Paribas se désengage du Gabon. Avec l'entrée au capital des investisseurs privés nationaux, la banque prend alors la dénomination de Banque gabonaise et française internationale (BGFI). Les années 2000 sont marquées par son internationalisation : Congo, Guinée équatoriale, France, Madagascar, Bénin, Cameroun, République démocratique du Congo, Côte d'Ivoire, Sénégal et Sao Tomé-et-Principe. Cette stratégie de développement à l'international a amené la banque à prendre la dénomination de BGFIBank, simple et prononçable en français, anglais, espagnol et portugais. En 2010, le Groupe se restructure : les activités bancaires ont été extraites de la holding, anciennement nommée BGFIBank SA, et transférées à BGFIBank Gabon créée la même année. 2021 marque le cinquantième anniversaire de ce Groupe qui a su se diversifier et s'investir dans différents métiers : la banque avec les filiales BGFIBank, les services financiers spécialisés et assurances avec BGFICapital, BGFIBourse et Finatra, les assurances avec Assinco, la microfinance avec Loxia, BGFI Service chargé de l'infogérance du Groupe, et enfin la formation avec l'école supérieure de la banque BBS (BGFI Business School). Le Groupe BGFIBank, c'est aussi une forte implication en matière de RSE dans l'ensemble de ses pays d'implantation avec la Fondation BGFIBank.

Né le 4 décembre 1956 à Franceville (Gabon), Monsieur Henri-Claude Oyima, est diplômé de l'American university de Washington DC où il a obtenu un bachelor en sciences des administrations et un master en banque. Cet homme aux multiples casquettes officie aujourd'hui aux plus hauts postes de plusieurs institutions. Nommé directeur général en juin 1985, puis administrateur et directeur général en 1996, président directeur général depuis 2012, il tient les rênes de la première banque de la zone Cemac. Il assume la présidence de la BVMAC depuis juillet 2019. La rédaction des Échos de l'Éco se réjouit de partager davantage d'informations avec vous grâce à la confiance témoignée par le Groupe BGFIBank.

ÉCHOS DE L'ÉCO : Président, selon vous qui êtes la mémoire du Groupe BGFIBank, quelles sont les dates les plus marquantes de son histoire ? Est-ce le bilan de 1989 qui vous a contraint à vous séparer d'une partie de votre effectif pour adopter une conduite drastique dans l'objectif de redresser la barre, la dévaluation du franc CFA en 1994 ou autres ?

Vous avez, à juste titre, évoqué ces dates dans votre préambule. C'est en 1996 que nous avons franchi un des premiers caps importants de notre histoire.

Cette date marque notre indépendance lorsque la banque Paribas se désengage du Gabon. Des investisseurs privés et étatiques nationaux entrent dans le capital, nous changeons de dénominati-

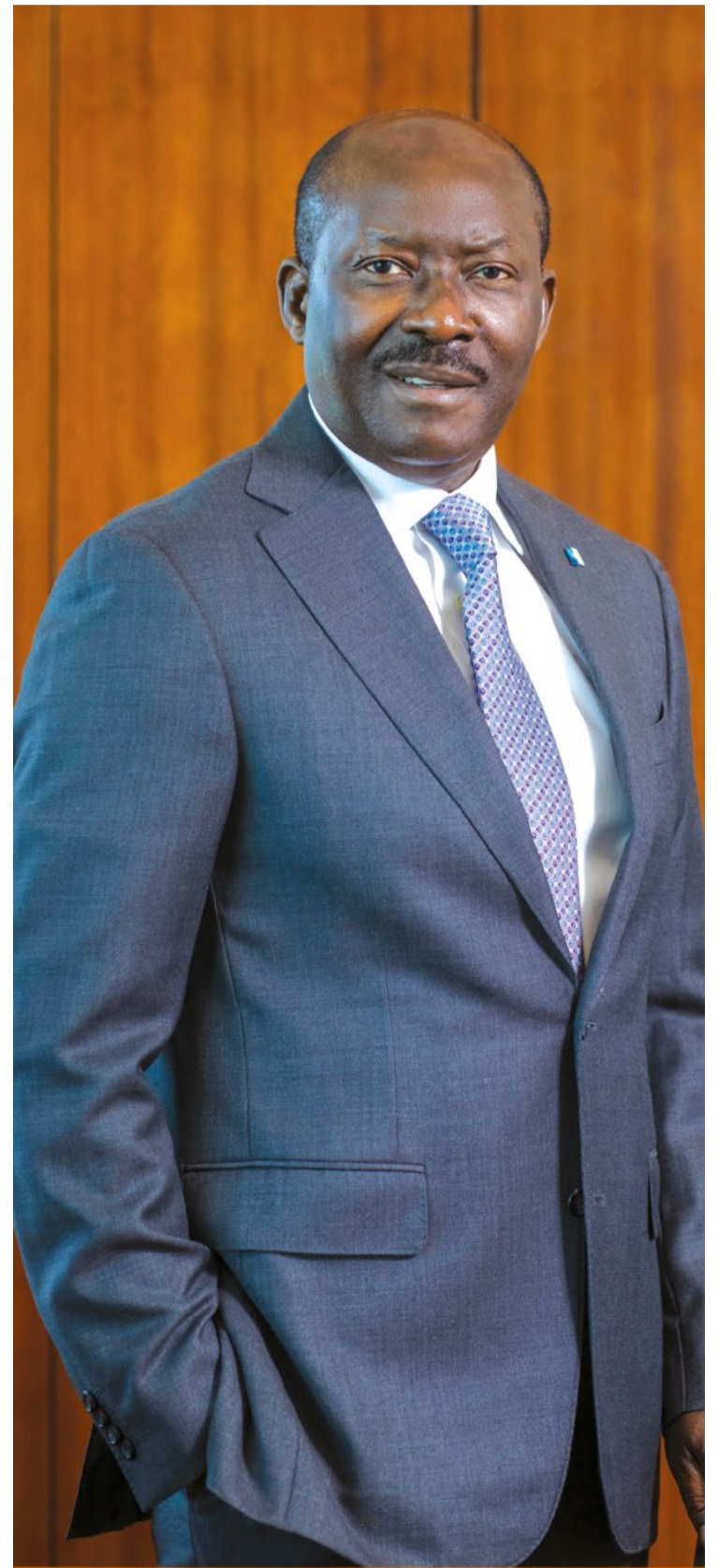
tion et adoptons le sigle BGFI que nous décidons de garder malgré sa signification (Banque gabonaise et française internationale) qui n'est plus d'actualité puisque la France n'a plus, aujourd'hui, d'intérêts capitalistiques directs.

L'année 2000 fut cruciale. Le Groupe BGFIBank ouvre sa première succursale hors des frontières gabonaises, à Brazzaville, en République du Congo. Elle reprend les locaux et une large part de la clientèle de la French Intercontinental Bank (Fiba), sans pour autant reprendre cette dernière. C'est le début de l'ouverture à l'internationalisation. Cette étape est personnifiée par la dynamique commerciale insufflée, en attachant une importance particulière à la gestion informatique qui a été sensiblement renforcée. Elle marquera aussi de son empreinte le développement des ressources humaines par l'engagement progressif et la formation de cadres gabonais.

2010 signe l'heure d'une restructuration et d'une identification différente qui distingue les entités. La maison mère BGFIBank SA devient BGFI Holding Corporation.

Les activités bancaires du Gabon sont détachées et transférées à BGFIBank Gabon qui reste détenue à hauteur de 100 % par BGFI Holding Corporation.

2021, le Groupe BGFIBank est représenté dans 10 pays panafricains et en Europe.



Sauf si cette question est trop discrète, quels sont les faits qui ont, à titre personnel, particulièrement marqué votre carrière ?

C'est évidemment la date de ma nomination. J'ai seulement 28 ans lorsqu'on me nomme directeur général adjoint puis directeur de la banque Paribas. Bientôt 37 années que je me voue avec une passion non dissimulée à l'évolution de ce Groupe panafricain devenu multi-métiers et multi-pays en cinquante années d'existence.

Malgré la traversée de nombreuses crises dues à différentes raisons, BGFIBank est toujours restée leader. Comment l'expliquez-vous ?

Le Groupe travaille selon des plans stratégiques quinquennaux approuvés par les conseils d'administration. Dans cette dynamique, nous intégrons différents défis majeurs : juridiques, réglementaires, économiques et humains. En fait, la maîtrise des risques, la protection de l'environnement, l'éthique et la déontologie sont au cœur de nos fondamentaux qui structurent

La maîtrise des risques, la protection de l'environnement, l'éthique et la déontologie sont au cœur de nos fondamentaux qui structurent nos plans stratégiques.



Siège Social et Direction Générale de BGFIBank Congo-Brazzaville

nos plans stratégiques. Notre stratégie de développement est donc fondée sur la conformité organisée au sein d'une direction qui veille au respect des lois, des règlements et des principes déontologiques spécifiques aux activités bancaires et aux services d'investissements exercés par le Groupe.

Monsieur Oyima, dans l'un de vos éditoriaux, vous avez déclaré au sujet de la pandémie de Covid-19 que « l'Afrique ne doit pas rester sur des questionnements et des réflexions ». Pour ma part, j'ai l'intime conviction que cette crise pourrait être à l'origine d'innovations et de solutions parmi les plus originales. Quelles clés proposez-vous ?

Je pense que les grandes crises mondiales préfigurent toujours un monde nouveau au sein duquel l'Afrique se doit de faire sa place en tant que continent moteur et leader, à juste titre. Je souhaite ardemment que nous cessions de penser que les solutions viennent d'ailleurs. Notre prospérité ne tient qu'à nous. Nous avons su, en toute indépendance, sans Groupe de référence, nous réinventer, nous réadapter et nous réorganiser.

Nous gérons cette pandémie avec responsabilité et nous appliquons nos propres méthodes pour répondre à nos propres besoins en commençant à bâtir des modèles conformes aux aspirations de nos peuples.

Concernant les taux d'intérêts appliqués en Afrique centrale, qui sont un réel frein à l'investissement notamment pour les PME, comment expliquez-vous le caractère stagnant de ces taux jugés trop élevés ?

Je considère que le développement d'une affaire ne peut être bloqué par un taux d'intérêt. Les taux d'intérêt ne représentent donc pas un frein à partir du moment où la maîtrise du projet est assurée. Autrement dit, la réussite d'un projet ne dépend pas des taux d'intérêt mais plutôt de sa bonne structuration.

Je rappelle souvent qu'une banque est une entreprise et que son objectif prioritaire est la rentabilité.

Un projet doit être structuré en considérant les taux applicables. Tout projet doit être étudié et consolidé en réservant des marges suffisantes qui garantiront sa viabilité. Je rappelle souvent qu'une banque est une entreprise et que son objectif prioritaire est la rentabilité. Les banques que nous sommes ne sont pas sans fonds et nos ressources ne sont pas inépuisables. Comme toute entreprise, nous devons équilibrer nos comptes d'exploitation. Notre vrai métier est de vendre du crédit, nous achetons de l'argent et nous vendons du crédit au meilleur taux. Notre intérêt est l'intérêt du client.

En février 2020, la BGFI de la RDC est certifiée AML 30000. Cette distinction couronne cette entité qui répond aux normes internationales conçues pour lutter contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. Quelles sont les exigences requises pour être gratifié de ce sésame ?

Je soulignais précédemment que la BGFI est en perpétuelle recherche de l'excellence, celle de nos services, de nos collaborateurs et de nos process. C'est notre idéal. Depuis 2002, le Groupe est entré dans un processus de matérialisation pour obtenir ce qualificatif par la certification ISO 9001. Cette norme correspond aux process, au respect des contraintes auxquelles il faut répondre pour être qualifié d'excellent. BGFI Gabon a été la première filiale à être certifiée en 2005. Depuis, toutes les autres le sont et certaines ont la gratification de la certification version 2015 (le Congo-Brazzaville, le Cameroun, le Bénin, la Côte d'Ivoire et le Gabon).

À présent, nous œuvrons pour obtenir la certification correspondant à la conformité, appelée AML 30000*. Cette certification vient saluer l'engagement du Groupe BGFIBank en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, et rassurer nos clients, correspondants et partenaires internationaux. Nous avons pris la décision d'entamer ce proces-

sus avec notre filiale RDC, car l'économie y est « dollarisée » et donc à forte dimension internationale, notamment en lien naturel avec les États-Unis. Ce label de référence nous permet d'envoyer un message fort et d'engager une certification à l'échelle de l'ensemble des filiales du Groupe BGFIBank.

C'est notamment dans cette optique que BGFIBank Côte d'Ivoire a obtenu le renouvellement de la certification qualité et le maintien de la notation financière A+ ISO 9001-2015. Cette dernière confirme la capacité de notre organisation à fournir des produits et services conformes aux exigences de nos clients ainsi qu'aux exigences légales et réglementaires applicables.

**Mise en place en 2017, la norme AML 30000 est l'une des certifications financières internationales les plus rigoureuses ainsi que la première à être spécifiquement adaptée à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.*

Concernant l'avenir, vous lancez un plan stratégique 2021 > 2025. Quels sont les fondamentaux de ces perspectives ?

Ce plan stratégique quinquennal nous l'avons baptisé « Dynamique 2025 ». Il est le successeur logique du précédent appelé « Excellence 2020 » lui-même ayant succédé à « Cap 2015 » et « Ambition 2010 ».

Ces plans stratégiques ont pour objectif de mettre en musique tous les dispositifs dans une logique de développement du Groupe. « Dynamique 2025 » aura pour vocation le renforcement de la croissance et de la performance du Groupe BGFIBank. Pour permettre le développement harmonisé, la garantie d'une bonne comptabilité, la maîtrise des risques et donc la pérennité du Groupe, le projet d'entreprise est structuré autour de 5 piliers.

Le premier pilier stratégique concerne la gouvernance du Groupe. Cette gouvernance, nous souhaitons la renforcer, l'adapter aux circonstances du moment (par ex. Covid-19) afin

de disposer des meilleurs mécanismes qui nous permettront d'asseoir notre développement.

Le deuxième pilier, c'est le capital humain, un capital humain qui puisse correspondre aux enjeux de notre époque. C'est la raison pour laquelle, en 2008, nous avons créé BBS, une école supérieure de la banque. Dans cet établissement, les apprenants suivent une formation dans les domaines particuliers de la banque, de la finance et du management des entreprises. Cette école est reconnue d'utilité publique par les autorités gabonaises.

Le troisième pilier implique la gestion et la garantie de nos ressources. Nous devons continuellement rassurer nos clients sur la bonne gestion de leurs dépôts. Il s'agit de développer le portefeuille de la clientèle entreprises par le placement de produits et la collecte des dépôts. S'ensuivent les propositions de crédit conformément aux objectifs annuels, à la stratégie de la banque et au respect des procédures en vigueur.

La maîtrise des risques incarne ce quatrième pilier. Le risque fait partie de l'ensemble de nos activités à travers la multitude des métiers du Groupe BGFIBank, mais nous avons la responsabilité d'en assurer la maîtrise.

Ces quatre piliers permettent ainsi la matérialisation du cinquième pilier qu'est le développement du Groupe. Par développement du Groupe, nous entendons développement pays, développement métiers et développement produits afin d'assurer le renforcement des économies locales dans lesquelles nous évoluons à travers le continent africain.

Monsieur Oyima, votre vision générale de vos projets d'avenir nous fait penser que, selon vous, la Covid-19 et ses conséquences sont derrière nous et ne nous impactent pas plus que cela.

Depuis l'annonce de cette pandémie, nous avons créé deux comités. L'un est chargé de la sauvegarde des actifs et l'autre travaille à la gestion des opportunités. L'histoire prouve qu'après chaque crise le meilleur est à venir. Nous gérons

une crise comme une opportunité et nos résultats 2020, supérieurs aux estimations et à ceux de 2019, prouvent le bien-fondé de cette politique d'entreprise.

Pour le Groupe BGFIBank, cette période valorise avant tout l'implication et le dévouement des collaborateurs et de l'ensemble de nos parties prenantes. Dans le sillage de notre recherche perpétuelle d'excellence, nous avons su répondre présents face aux enjeux et défis d'un contexte social, économique et réglementaire des plus exigeants.

La qualité des chiffres de notre avis financier 2020 a été rendue possible par notre mobilisation au service d'un projet commun, soutenu par les valeurs du Groupe que sont le travail, l'intégrité, la transparence, la responsabilité et surtout, l'esprit d'équipe. C'est en ce sens que notre projet d'entreprise « Excellence 2020 », porté par ses 4 axes fondamentaux, - excellence commerciale, excellence humaine, excellence organisationnelle et excellence prévisionnelle -, nous a permis d'atteindre les objectifs de performance que nous nous étions fixés pour hisser notre Groupe dans le peloton de tête des Groupes bancaires et financiers leaders du continent africain.

Comme je l'expliquais, le contexte pandémique continental et international lié à la Covid-19 ne doit pas être un frein pour l'année à venir, comme il ne l'a pas été pour l'année passée. Malgré son lot de difficultés, continuons de voir cette période comme une occasion supplémentaire de nous réinventer.

En 1985, la BGFI comptait 80 employés. 35 ans après, combien de collaborateurs composent l'effectif de la BGFI Holding ?

Nous comptons près de 2 300 collaborateurs répartis en 20 sociétés à travers 11 pays, qui contribuent activement à l'avenir du Groupe BGFIBank.

Par Anne-Marie Jobin

LE GROUPE BGFIBank À LA HAUTEUR DE SES AMBITIONS : UN RÉSULTAT NET RECORD EN PROGRESSION DE 114 % AU TERME DE L'ANNÉE 2020

Réuni le 2 avril 2021 sous la présidence de Monsieur Henri-Claude OYIMA, le conseil d'administration de BGFI Holding Corporation a examiné les activités du Groupe BGFIBank au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2020 et en a arrêté les comptes.

Cette session fut l'occasion de passer en revue une année 2020 sujette à de nombreux défis et marquée par des performances remarquables, malgré un contexte économique et social impacté par la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19.

L'exercice 2020, clôture du projet d'entreprise du Groupe BGFIBank « Excellence 2020 ».

Il se termine avec un résultat net consolidé qui a atteint le niveau historique de 44 milliards de FCFA, soit une hausse de 114 % par rapport à l'exercice 2019.

Le Groupe BGFIBank, qui évolue dans des environnements juridiques et réglementaires de plus en plus exigeants, a su démontrer une fois de plus sa résilience.

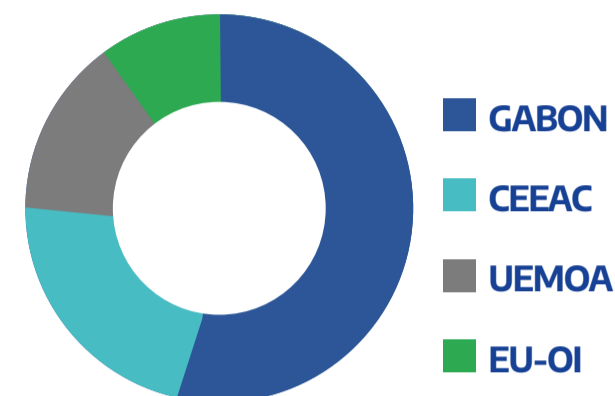
- Un résultat net consolidé de FCFA 44 milliards en hausse de 114 % (soit +141 % en part du Groupe);
- Une augmentation du produit net bancaire de 13 %;
- Une stabilité des frais généraux, malgré la hausse des amortissements liés aux actifs immobiliers ainsi qu'à l'avancée des projets de digitalisation;
- Un coût du risque en forte baisse (-94%);
- Un total bilan en hausse de 12 %;
- Une solidité financière renforcée;
- Une situation nette de 16 %;
- Un ratio de solvabilité (CET1) de 20%;
- Des fonds propres réglementaires en hausse de 21 %;
- Une trésorerie nette en hausse de 26%.

UNE EXPLOITATION BÉNÉFICIAIRE ET EN CROISSANCE CONTINUE

Le dynamisme commercial des différentes sociétés du Groupe BGFIBank, au travers notamment de la hausse de la production, du développement de l'offre produits et des activités de trésorerie, a permis de porter le Produit Net Bancaire à 197 milliards F CFA, soit une hausse de 13% par rapport à l'exercice 2019.

Les revenus de la banque commerciale ont été portés à hauteur de 41% par la région Gabon, 35% par la région CEEAC, 17% par la région UEMOA et 7% par la région Europe et Océan Indien.

RÉSULTAT NET PART DU GROUPE PAR RÉGION



Ce produit net bancaire est constitué à hauteur de 70 % par la marge nette d'intérêts, dont la hausse de 14 % sur la période, est à mettre en relation avec la hausse de la production commerciale, l'assainissement du portefeuille clientèle, la diversification des placements de trésorerie ainsi qu'avec la baisse du coût des refinancements interbancaires.

Les commissions en augmentation de 11 % ont été notamment portées par le développement des produits digitaux et de la monétique. Les activités d'assurance et de banque d'investissement sont restées relativement stables sur la période.

Les actions mises en œuvre à l'échelle du Groupe BGFIBank dans le contexte de crise sanitaire ont permis de baisser les frais généraux de 4 % avant prise en compte des amortissements.

La hausse des amortissements de 32 %, étant imputable à la mise en service des sièges des entités BGFIBank Gabon et Assinco, ainsi que de l'activation de projets informatiques et logiciels dans le cadre de la poursuite de la digitalisation du Groupe BGFIBank.

Le coût du risque est en nette amélioration (-94 %), en lien avec les actions de recouvrement mises en œuvre au cours de la période.



IX. Advisor
CONSULTING SERVICES

QUI SOMMES-NOUS ?

IX. Advisor est un cabinet indépendant de conseil en management.

IX. Advisor est la matérialisation d'une expérience de 13 ans au sein d'Organisations Internationales et en cabinet Big Four, qu'a su acquérir sa Dirigeante depuis 2008.

IX. Advisor regroupe des Consultants dédiés à l'accompagnement d'Entreprises dans leurs transformatin. Membre de l'IIA - Institute of Internal Auditors, et bientôt Certifié Risk Management - ISO 31000.

IX. Advisor s'engage en tant que *Trusted Advisor*, afin d'apporter à tout interlocuteur issu du secteur privé comme public, une expertise locale inscrite sur les standards internationaux communément admis.



NOS SERVICES

- Audit Comptable & Financier**
- Audit Organisationnel**
- Audit IT**
- Analyse Stratégique / Risk Management**
- Aide à la création d'entreprise / Business Plans**
- Gestion de projets**
- Formation et Conduite du changement.**



Libreville, Centre-ville
BP : 10885
email : rto@ixadvisor.com
Tél.: +241 077 42 99 55



À vos côtés depuis 50 ans

merci



Votre partenaire pour l'avenir

LES GRANDES DATES DE L'HISTOIRE DES BANQUES DEPUIS UN DEMI-SIÈCLE

■ **1971** Les marchés financiers modernes apparaissent à la suite des événements majeurs de 1971, 1973 et 1976 qui manifestent la double nécessité d'établir un marché des changes pour gérer le nouveau système des changes flottants et de financer les déficits budgétaires des États-Unis, désormais libérés de la contrainte de change.

Inconvertibilité du dollar US – Suspension unilatérale par les États-Unis de la convertibilité en or du dollar, qui mène aux accords de Washington du 18 décembre 1971. Après une période de transition, suit l'adoption en février 1973 du système des changes flottants encore en vigueur aujourd'hui. Ce système est effectivement mis en œuvre le 19 mars 1973 et entériné par les accords de la Jamaïque du 8 janvier 1976.

■ 1974 Obligations

Le choc pétrolier fait chuter les obligations anglaises, car il aggrave une inflation déjà présente. En 1976, le gouvernement travailliste est obligé de demander 3,9 m^{ds} de dollars au FMI en raison d'un marché obligataire boycotté après un pic d'inflation à 25 % en 1975.

■ 1979 Marché monétaire américain

À partir du mois d'octobre, le nouveau gouverneur de la banque centrale américaine, Paul Volcker, fait monter les taux au jour-le-jour du marché monétaire américain. Ils dépasseront plusieurs fois 20 % afin de mettre un terme à l'inflation élevée caractéristique des années 1970 – avec succès mais au prix d'une sévère récession.

■ 1982 Taux d'intérêt

À la suite du choc pétrolier de 1973, les pays en voie de développement s'endettent lourdement, et ce d'autant plus facilement que les banques de dépôt cherchent à utiliser les énormes dépôts de pétrodollars dont elles disposent. Mais cet endettement sert principalement à couvrir des déficits budgétaires et non à financer l'investissement, ce qui aggrave encore le deuxième choc pétrolier de 1978, alors que les banques sont encore plus enclines à prêter. Une partie importante de la dette des PVD est à taux variable et à court terme. La hausse des taux courts américains décidée fin 1979 alourdit donc considérablement la charge de la dette.

■ 1985 Banque, risque systémique

Le 21 novembre, une panne informatique à la Bank of New York immobilisa près de 28 heures le système de règlement-livraison des emprunts d'État américains et n'est dénouée que grâce à un concours sans précédent – 20 m^{ds} de dollars – de la Banque centrale américaine.

■ 1987 Taux d'intérêt, actions

À partir de janvier 1987, à cause du déséquilibre causé sur le marché des changes par les accords du Louvre qui ont enrayé de force la baisse du dollar, les taux d'intérêt à long terme américains remontent considérablement tandis que les marchés d'actions continuent, eux, de progresser. À la fin de l'été, les taux à 10 ans sont ainsi remontés de 300 points de base, rendant illogique la valorisation des actions, qui amorcent un important mouvement de repli. Le 19 octobre, la hausse des taux à 10 ans sur l'année atteint même brièvement 400 points de base et provoque finalement le krach le plus spectaculaire jamais en-



registré en une journée sur un marché d'actions. La banque centrale américaine décide d'intervenir massivement comme prêteur de dernier ressort pour éviter des faillites en chaîne de maisons de titres et banques d'investissement.

■ 1989 Actions, immobilier, banques

Le point culminant est atteint le 29 décembre 1989 sur le marché japonais des actions, avec un plus haut en séance à 38 957,44 points pour l'indice Nikkei.

■ 1990 Pétrole, taux d'intérêt

Le 2 août 1990, l'Irak envahit le Koweït. Depuis, 1988, l'Irak cherchait à revaloriser ses revenus issus de sa production pétrolière, accusant le Koweït de lui « voler » son pétrole. Les conséquences de ce conflit sur le plan financier sont une augmentation du prix du baril et une tension maximale sur les marchés financiers (remboursement des emprunts des pays en voie de développement et émergents). Cette situation conduit le FMI à mettre en œuvre deux programmes intitulés « Enhanced Structural Adjustment Facility » (ESAF) et « Compensatory & Contingency Financing Facility ».

■ 1993 Forex, taux d'intérêt

En août, deuxième (cf. supra) tentative sur le marché des changes de faire céder la parité Deutsche Mark/franc français, couronnée de succès. Les marges de fluctuation du Système monétaire européen (SME) sont élargies considérablement, de façon à décourager définitivement la répétition de ce phénomène.

■ 1994 Taux d'intérêt

Les marchés obligataires, qui avaient trop anticipé la poursuite de la baisse des taux courts, effectuent une correction brutale de plus de 200 points de base pendant presque toute l'année.

■ 2000 Actions

Un économiste américain prédisait que

grâce à la « nouvelle économie », il n'y aurait plus jamais de crise. L'éclatement de la bulle Internet est arrivé peu après, contribuant au krach boursier de 2001-2002. Crise de surinvestissement dans les télécoms, de surendettement d'une partie des sociétés etc. Le krach boursier de 2001-2002 est parfois comparé au krach de 1847. Jusqu'en 2009, l'hyperinflation sévira mondialement.

■ 2001 Risque systémique

Non seulement un certain nombre d'établissements financiers de première importance avaient des services divers dans les tours du World Trade Center et aux alentours, mais plusieurs nœuds de communication vitaux pour les systèmes de paiement et de compensation des marchés financiers sont touchés par l'attaque du 11 septembre. La banque centrale américaine, la Fed, réagit avec une grande promptitude et une vigueur impressionnantes. Elle injecte immédiatement sans limite toutes les liquidités demandées par les banques victimes d'une asymétrie dans leurs règlements, c'est-à-dire dans l'obligation d'effectuer des règlements, mais non encore créditées par leurs autres contreparties. L'injection est si massive que le taux au jour-le-jour du marché interbancaire domestique américain, dit taux des Fed Funds, tombe à zéro pendant plusieurs jours. La Fed continue pendant plus d'une semaine à fournir à volonté les liquidités demandées par les banques, préférant ne pas jouer avec le risque systémique. De son côté, la Banque centrale européenne (BCE) accorde 130 m^{ds} d'euros de liquidités supplémentaires aux banques européennes.

■ 2008 Marché immobilier, banque, actions, risque systémique

Provoquée par la titrisation des créances douteuses issues de la bulle immobilière américaine des années 2000, la crise éclate pendant l'été 2007 (connue alors sous le nom de crise des subprimes). Elle se manifeste par une baisse de l'immobilier, un effet domino provoquant

l'effondrement de diverses grandes banques dans le monde et une baisse des bourses d'actions. Les banques centrales (BCE et Fed principalement) injectent d'importantes liquidités. L'adoption d'un plan de sauvetage du système bancaire aux États-Unis (plan Paulson) et d'autres mesures prises notamment en Europe n'ayant pas suffi à rétablir la confiance, une chute des bourses mondiales a lieu en octobre 2008. De son côté, le marché interbancaire est presque totalement paralysé par des taux d'intérêt très élevés et une crise de confiance généralisée.

■ 2012- Forex, inflation, marché, hyperinflation

La chute du prix du baril de pétrole affecte très fortement le Venezuela où 96 % des recettes de l'État proviennent de l'exploitation de pétrole. En conséquence, le pays connaît l'une des plus graves crises économiques de son histoire, après une récession du PIB du pays à 2 chiffres à partir de 2016 et une situation d'hyperinflation à un niveau jamais vu depuis très longtemps, dépassant la barre de 1 000 000 % en 2018 selon le FMI.

■ 2014 Forex

À la suite de l'annexion de la Crimée par la Russie, des sanctions économiques imposées par l'Europe et de la baisse de prix du pétrole, le rouble russe connaît un krach qui a des répercussions économiques très graves pour la Russie, notamment la mise en faillite de plus d'une soixantaine d'établissements financiers et une longue période de récession.

■ 2015 Actions

Le krach boursier en Chine commence le 12 juin 2015. Le tiers de la valeur des titres de la bourse de Shanghai est perdu en l'espace d'un mois. Les entreprises inscrites voient donc leur capacité d'emprunt fortement réduite, ce qui ralentit leur croissance et affecte par ricochet les bourses américaines. Ce krach serait la conséquence d'une bulle financière commencée en novembre 2014.

■ 2018 Taux d'intérêt

Face à une inflation galopante (avec un taux d'inflation annuel d'environ 13 % pour 2018), des taux d'intérêt restant bas sous la pression du président turc Erdogan et consécutivement aux menaces commerciales du président américain Donald Trump et à sa volonté de « punir » la Turquie pour la détention du pasteur américain Andrew Brunson, la livre turque perd près de la moitié de sa valeur le 13 août. En une journée, son taux de change passe de 3,5 livres pour 1 dollar à 7,5 livres pour 1 dollar.

■ 2020 Actions

Avec le début de l'épidémie de coronavirus en décembre 2019 en Chine, la maladie se répand à travers le monde et cause une chute libre des bourses mondiales, principalement les bourses asiatiques et européennes, zones les plus touchées par la pandémie. C'est au cours de cette crise que le CAC 40 enregistre la pire séance de son histoire.

L'AFRIQUE FACE À LA COVID-19 : DOUZE PAYS ONT REÇU DES VACCINS CHINOIS

La Mauritanie réceptionne 50 000 doses de Sinopharm, l'Afrique du Sud revend 1 million d'AstraZeneca et Madagascar ouvre la porte au sérum.

Pandémie de Covid-19 en Afrique : situation au 5 avril 2021



■ LA CHINE OFFRE SON « VACCIN DU PEUPLE »

Mercredi 24 mars, la Mauritanie a reçu 50 000 doses du vaccin chinois Sinopharm ainsi qu'un lot de respirateurs envoyé par Pékin. « C'est un événement majeur dans l'histoire des relations sino-mauritaniennes, marquant une nouvelle étape de la coopération bilatérale dans la lutte contre la pandémie de Covid-19 », s'est félicité le chargé d'affaires Wang Jian sur le site de l'ambassade de Chine à Nouakchott.

Il fait également la liste des dons précédemment accordés et vante la diplomatie chinoise en faveur d'un « vaccin du peuple accessible, abordable et fiable » pour tous les pays en développement. Selon les affirmations de M. Wang, Pékin est « en train d'accorder l'aide vaccinale sans contrepartie à 69 pays en développement, a exporté ou est en train d'exporter des vaccins dans plus de 40 pays [à travers le monde] et soutient une dizaine de pays dans la production et la transformation de vaccins chinois, contribuant ainsi à accroître la capacité de production mondiale ».

À Nouakchott, depuis le 22 mars 2021, un panneau est fièrement exposé : « Le vaccin chinois est là ». Onze pays africains ont reçu ce même vaccin : le Congo-Brazzaville, l'Égypte, le Gabon, la Guinée, la Guinée équatoriale, le Maroc, le Mozambique, le Niger, le Sénégal, les Seychelles et le Zimbabwe. Avec 400 000 doses, le Niger est celui qui en a reçu la plus grosse quantité.

La Mauritanie, qui participe au mécanisme de solidarité international Covax, attend un lot de 300 000 doses d'AstraZeneca fournies par le Serum Institute of India (SII), auquel l'entreprise anglo-suédoise a cédé une licence de fabrication. Mais la décision de l'Inde de suspendre les exportations du SII pour approvisionner davantage le marché domestique retardera les livraisons. L'Alliance du Vaccin (Gavi), qui est un des partenaires de l'initiative Covax, a engagé des discussions avec le gouvernement indien.

Presque tous les pays africains dépendent du mécanisme de solidarité internationale pour démarrer leur campagne de vaccination.

Depuis début mars, le continent a reçu 16 millions de doses sur les 600 millions promises cette année afin d'immuniser 20 % de la population. Une dizaine de pays attendent encore leur première livraison.

■ MADAGASCAR OUVRE LA PORTE AU VACCIN

Après des mois de tergiversations, le président malgache Andry Rajoelina a finalement décidé d'introduire la vaccination dans le protocole de lutte contre la Covid-19 au côté du CVO+, remède traditionnel à base d'artémisia dont il fait la promotion depuis un an. L'État avancera « vers l'examen et l'utilisation des vaccins efficaces contre les variants du Covid-19 », précise l'annonce faite jeudi à l'issue d'une rencontre avec l'Académie nationale de médecine. Lors de sa dernière allocution, le 20 mars, le chef de l'État avait justifié ses hésitations par l'inefficacité des vaccins sur le variant dit « sud-africain », qui est très probablement à l'origine de la flambée des contaminations enregistrées sur la Grande Île depuis quelques semaines. Était visé le sérum d'AstraZeneca proposé par le mécanisme de solidarité Covax.

Ce changement de prise de position du président malgache va soulager tous les citoyens qui désespéraient de le voir s'obstiner dans son isolement. Depuis le 16 mars, une pétition citoyenne circule pour réclamer le droit de se faire vacciner. Adressée au chef de l'État et au ministre de la Santé, elle demande « humblement de mettre très bientôt le vaccin à disposition des Malgaches qui le souhaitent », rappelant que « l'accès au vaccin disponible est un droit humain fondamental » et que « ne pas pouvoir y avoir accès ne fait que renforcer l'anxiété et les frustrations [apparues] depuis le début de la crise sanitaire ». Environ 700 personnes l'ont signée pour l'instant.

■ L'UNION AFRICAINE INTRODUIT UN « PASS VOYAGE »

Un « pass voyage » numérique permettant de vérifier que les voyageurs ne sont pas porteurs de la Covid-19 va être déployé sur le continent. Deux compagnies aériennes, Kenya

Airways et Ethiopian Airlines, l'ont déjà adopté. Ce passeport, élaboré avec l'appui du Centre africain pour la prévention et le contrôle des maladies (CDC-Africa), informe les voyageurs des mesures sanitaires exigées à l'entrée du pays dans lequel ils veulent se rendre et permet de vérifier la validité des tests PCR présentés. Une liste de laboratoires accrédités pour réaliser ces tests a été établie pour éliminer les risques de documents falsifiés. Il est prévu d'étendre les informations requises à la vaccination contre la Covid-19 lorsque tous les Africains y auront eu accès.

■ RÉPARTITION INÉGALE DES FEMMES DANS LES ÉQUIPES DE RIPOSTE

20 %, c'est la part des femmes dans les équipes de riposte mises en place par les gouvernements d'Afrique subsaharienne pour faire face à l'épidémie de Covid-19, selon le baromètre établi par les Nations unies avec le laboratoire de recherche sur les inégalités liées au genre de l'université de Pittsburgh (États-Unis). Au niveau mondial, la moyenne calculée sur 334 « task forces » dans 187 pays s'établit à 24 %. Alors que près de 70 % du personnel de santé est composé de femmes, leur sous-représentation dans les équipes de riposte est générale, tout en étant plus marquée en Afrique.

Les résultats montrent que leur absence est encore plus prononcée dans les structures de direction. Elles ne sont que 17 % en Afrique (contre 19 % au niveau mondial). Plusieurs pays se distinguent cependant : au Lesotho, la « task force » est composée à 76 % de femmes, en Afrique du Sud à 40 %, en Éthiopie à 38 %. Cependant, il n'y en a aucune au Bénin et seulement 13 % au Gabon. Compte tenu de ces chiffres, il n'est pas étonnant, conclut l'étude, que les mesures prises pour répondre aux conséquences sanitaires, sociales et économiques de l'épidémie cherchent peu à répondre à « l'insécurité économique des femmes » ou à la « violence contre les jeunes filles ».

■ L'AFRIQUE DU SUD REVEND 1 MILLION DE DOSES D'ASTRAZENECA

L'Afrique du Sud est parvenue à revendre à quatorze pays du continent le million de doses de vaccins AstraZeneca qu'elle avait choisi de ne pas administrer après la publication d'études montrant la moindre efficacité de la formule anglo-suédoise sur le variant 501Y.V2, dit « sud-africain ». Prise mi-février, cette décision avait conduit le pays africain le plus touché par l'épidémie (1,5 million de cas et 52 000 décès) à repousser sa campagne de vaccination. Celle-ci a depuis pu être lancée grâce à un accord passé avec Johnson & Johnson. Environ 200 000 personnes ont pu en bénéficier à ce jour.

À travers sa plateforme d'acquisition des vaccins (African vaccine acquisition task team ou Avatt), l'Union africaine a aidé l'Afrique du Sud à formaliser les contrats avec les quatorze pays intéressés, en veillant notamment à ce qu'ils soient en mesure d'utiliser les vaccins une fois reçus. Le montant de la transaction n'a pas été communiqué.

Source : Le Monde Afrique

LE MOT DU MOIS

LE DÉFICIT



Le mot déficit est issu du latin: *deficit* qui signifie « il manque » au sens primitif. C'est à partir du 18^e siècle qu'il prend le sens financier que nous lui connaissons aujourd'hui. C'est-à-dire le déséquilibre entre les recettes et les dépenses. Puis, par extension, le terme est repris dans le langage courant pour désigner une insuffisance, un manque, une diminution ou une perte de fonction par rapport à un état normal ou moyen.

Le déficit, lorsqu'il est économique, définit un déséquilibre entre les recettes et les dépenses. Une société ou une entreprise se retrouve donc en situation de déficit lorsque les revenus tirés de son activité sont inférieurs aux dépenses engendrées par l'exercice de cette activité. Il est à noter qu'en comptabilité d'entreprise, ce solde négatif entre dépenses et recettes est plus couramment appelé perte comptable.

Aussi n'est-il pas rare d'entendre parler du déficit budgétaire et du déficit public d'un pays. Ces deux notions sont ainsi utilisées pour qualifier cette situation où les dépenses de l'État sont supérieures à ses recettes.

En comptabilité nationale, le déficit budgétaire se dégage lorsque les recettes figurant au budget de l'État, principalement impôts et taxes (hors emprunt), sont inférieures au total des dépenses définitives figurant dans ce même budget (hors remboursement d'emprunt), d'où un solde budgétaire négatif. Enfin, un déficit budgétaire excessif entraîne une augmentation de la charge de la dette et réduit donc les marges de manœuvre budgétaires de l'État.

Quant au déficit public, il se produit lorsque le budget de l'État encaisse moins de recettes qu'il n'a de dépenses à réaliser, sans prendre en compte les emprunts, et présente donc un résultat négatif. Cette notion est distincte et plus large que celle de déficit budgétaire, car elle se réfère non pas au seul État central, mais à l'ensemble des administrations publiques (incluant les collectivités locales, les administrations de sécurité sociale, etc.).

On peut également parler de déficit primaire. Enfin, on peut également parler du déficit primaire. Il correspond à un solde primaire négatif du budget des administrations publiques avant même le paiement des intérêts de la dette des administrations publiques et la comptabilisation des revenus d'actifs financiers reçus. Dans le cas inverse on parle d'excédent budgétaire primaire.

Le solde primaire dépend de l'évolution des recettes (impôts et prélèvements) et des dépenses décidées par les pouvoirs publics. Le montant des intérêts dépend, pour sa part, des taux d'intérêt sur la dette passée et du montant de celle-ci.

Rubrique animée par l'association des anciens de Sciences Po Paris

Interview de Madame Ingrid Jaumain, Directrice générale de Total Marketing Gabon

TOTAL : LE LEADER DES DISTRIBUTEURS

Madame Jaumain, vous travaillez depuis plus de 20 ans au sein de la compagnie Total, et grâce à votre évolution de carrière, vous êtes aujourd'hui directrice générale de Total Marketing Gabon. Avec sept mois de recul, vous acceptez de répondre à nos questions et nous vous en remercions.

ÉCHOS DE L'ÉCO : Madame Jaumain, vous êtes arrivée en pleine période de pandémie et vous prenez vos marques. Avant de passer à des questions professionnelles, quelles sont vos impressions personnelles ? Avez-vous l'expérience de l'Afrique ? Quel accueil vous a-t-on réservé ?

Après plus d'une année comme adjointe au directeur des Opérations supervisant onze filiales commerciales de Total dans le nord de l'Afrique et dans l'Océan Indien, je suis arrivée au Gabon en septembre 2020, c'est ma première expatriation en Afrique. Le Gabon est un pays magnifique et les Gabonais m'ont réservé un excellent accueil.

Madame Jaumain, dans cet univers plutôt masculin, est-il difficile d'être de la gent féminine à ce poste ?

Chez Total, la diversité des talents – dont la mixité a été identifiée comme un enjeu de performance clé –, est déterminante pour notre compétitivité, notre capacité d'innovation et notre attractivité. C'est en s'appuyant sur la variété de ces forces que nous pourrions satisfaire au mieux nos nombreux clients.

Hommes et femmes chez Total, nous partageons cinq valeurs qui sont au cœur de notre ADN : sécurité, respect de l'autre, esprit pionnier, force de la solidarité et goût de la performance.

En 2020, nous avons atteint notre objectif fixé qui était de 25 % de femmes parmi les dirigeants.

Sur les 40 filiales de la branche Marketing & Services de Total en Afrique, douze femmes occupent le poste de directrice générale et près de 60 % des directeurs généraux ne sont pas français.

Total Marketing est-il toujours leader au Gabon ? Quel est le nombre de stations implantées à ce jour ?

Total Marketing Gabon est leader sur le marché de la distribution des produits pétroliers au Gabon. Nos activités couvrent tout le territoire national avec notamment 46 stations-service, 24 à Libreville et 22 en province. Ce sont 150 collaborateurs et plus de 700 emplois indirects qui œuvrent à la satisfaction de nos clients au quotidien.

En termes de distribution de carburant au particulier, la concurrence s'accroît. Quelles sont vos perspectives pour rester le premier ?

Sécurité, qualité du service et de l'accueil, simplicité, champion de la proximité : nous devons continuer à être reconnus comme la compagnie multi-énergies de référence, proches de ses clients particuliers et professionnels.

En ce qui concerne nos produits, les carburants premium Total Excellium et les lubrifiants proposés au Gabon sont des produits premium qui permettent de combattre l'encrassement des moteurs, renforçant ainsi leur protection.

Ainsi, notre principal défi est-il de continuer à nous adapter et à nous réinventer pour garder notre place de leader. Notre leitmotiv est d'en faire toujours plus pour nos clients.

Quelle est la répartition en pourcentage de votre chiffre d'affaires entre le secteur privé et le secteur professionnel ? Quels sont les volumes annuels distribués ?

La distribution pétrolière au Gabon a été impactée par la pandémie ; le marché national a subi une baisse des volumes de plus de 8%. Dans ce contexte, Total Marketing Gabon a bien résisté avec une baisse de 1,2 %.

En 2020, nous avons distribué 223 000 tonnes de produits pétroliers, 60 % au secteur professionnel et 40 % dans les stations-service. Notre part de marché est de 37 % en 2020 selon les chiffres du Groupement des professionnels du pétrole (GPP).

La compagnie Total est très engagée dans le respect de la COP21 par l'adoption d'aménagements spécifiques, notamment l'installation de panneaux solaires sur vos stations aux fins de minimiser leur impact carbone sur l'environnement. Au Gabon, les réalisations sont-elles significatives ?

Total contribue à la diversification du mix énergétique, notamment à travers la construction d'une position forte en gaz naturel liquéfié (GNL) en Afrique sub-saharienne et à travers le développement de l'électricité bas carbone (centrales photovoltaïques).

La stratégie de Total repose sur la réduction de l'empreinte environnementale de ses activités ainsi que celle de

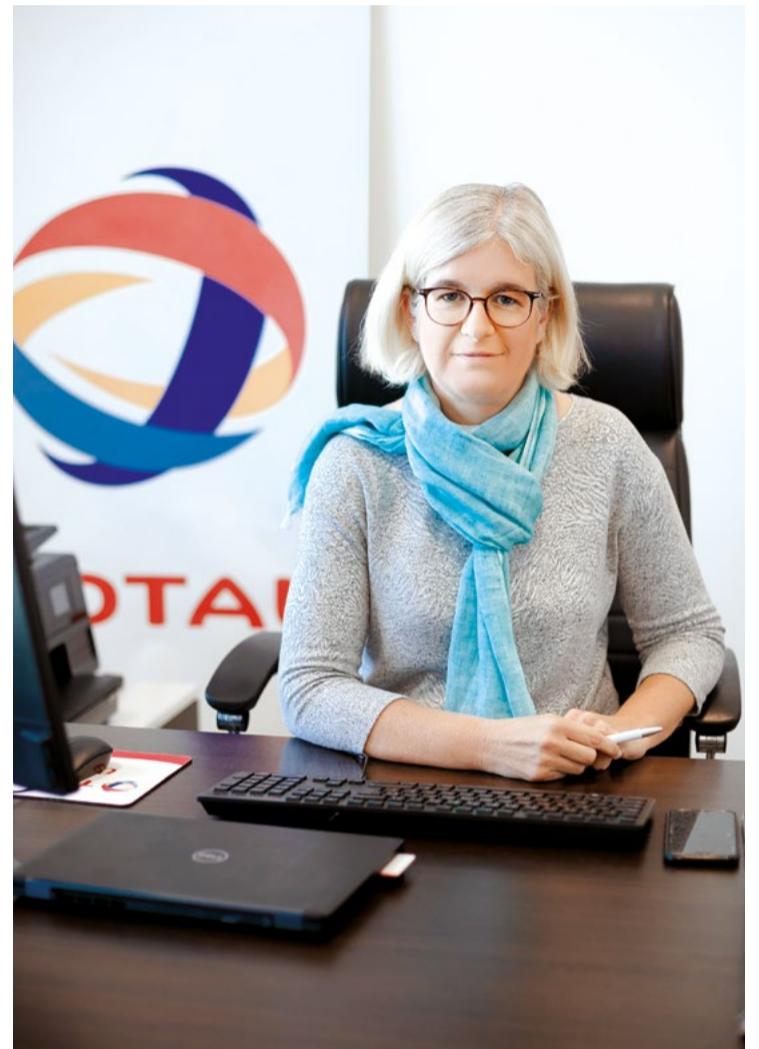
ses clients. Notre groupe s'est ainsi engagé à solariser 5 000 stations-service à travers le monde. Au Gabon, notre objectif est d'avoir une trentaine de stations solarisées avant fin 2022, c'est-à-dire près des deux tiers du réseau. Les trois stations Total Brottier, Aéroport et Bifoun produisent déjà de l'énergie solaire à ce jour. Fin 2021, nous en aurons douze de plus. Notre siège à Libreville est également équipé de panneaux photovoltaïques.

Quelles sont vos actions sur l'aspect social et sociétal ?

À l'heure où l'Afrique est engagée dans un développement économique et social inclusif, Total se doit d'y être plus que jamais créateur d'opportunités pour toutes ses parties prenantes. Citons quelques exemples au Gabon :

- Total Marketing Gabon est un acteur de l'économie locale à travers le programme « Jeunes gérants » qui permet à de jeunes Gabonais motivés d'être formés et de gérer une station-service avec un préfinancement de leur fonds de roulement par Total.

- Toujours dans le domaine de l'emploi, une vingtaine de jeunes diplômés vivent en ce moment leur première expérience professionnelle chez Total Marketing Gabon dans le cadre d'un Contrat d'apprentissage jeunesse en collaboration avec l'Office national pour l'emploi (ONE). Le défi « Startupper de l'année par Total » encourage également les entreprises en création ou en développement depuis moins de deux ans. La troisième



édition sera lancée d'ici la fin de l'année et a pour objectifs de contribuer au développement du tissu économique local, de favoriser notre ancrage local, de montrer l'engagement du groupe vis-à-vis de l'entrepreneuriat local et d'encourager les jeunes entreprises à intégrer les dimensions environnementale et sociétale dans leurs business. Les lauréats récompensés bénéficient d'un accompagnement personnalisé, d'un soutien financier et d'une visibilité grâce au label qui leur est décerné.

Les deux filiales de Total au Gabon collaborent dans leurs

programmes de responsabilité sociétale et environnementale. Dans le contexte de la crise sanitaire, elles ont ainsi offert du carburant aux équipes mobilisées pour lutter contre la pandémie (Copil) et des kits de protection contre la Covid-19 à des établissements scolaires du Gabon.

Par ailleurs, Total Marketing Gabon est engagé en faveur de la sécurité routière, la prévention contre le paludisme et la lutte contre le virus du sida.

**Propos recueillis par:
Anne Marie Jobin**



Interview de Monsieur Clément Chadeau, directeur général de OLEA Gabon. OLEA, LE COURTIER D'ASSURANCE PANAFRICAIN

OLEA est le réseau de courtage en assurance au service des entreprises opérant en Afrique et des courtiers internationaux non implantés. La création de ce réseau de courtage, ayant vocation à couvrir l'ensemble de l'Afrique, répond à un double objectif : permettre aux entreprises africaines, courtiers et groupes internationaux implantés de bénéficier d'une qualité de service exemplaire à forte valeur ajoutée et incarner une alternative à l'offre des acteurs historiques du courtage traditionnel.

ÉCHOS DE L'ÉCO : Comment se porte OLEA Gabon ?

L'environnement demeure difficile pour tout un chacun mais nous sommes résolument positifs concernant les mois et années à venir. Après une année 2020 de consolidation, notre cabinet est de nouveau porté en ce début d'année 2021, par une croissance importante grâce à l'entrée dans notre portefeuille de nouveaux clients significatifs et à la fidélité renouvelée de nos clients historiques.

De nouveaux clients significatifs ?

Oui, notamment de grandes entreprises de la place. Notre cabinet au Gabon et plus largement, notre groupe en Afrique, est de plus en plus sollicité par des « grands comptes », des opérateurs nationaux et internationaux qui travaillent dans le secteur bancaire, l'exploitation portuaire, l'industrie...

Par ailleurs, les courtiers internationaux, au premier rang desquels Marsh, ont pris le « réflexe » Olea pour accompagner leurs clients opérant en Afrique. C'est ainsi que nous nous trouvons aux côtés de la Société Afcons sur le projet stratégique de la Transgabonaise.

Vous vous dites « vrai courtier panafricain », vous n'êtes pourtant ni le premier, ni le seul à revendiquer ce statut ? Qu'est-ce qui justifie cette demande de reconnaissance ?

Plusieurs faits justifient cette assertion : Olea est exclusivement implanté sur le continent africain et le groupe est le seul à offrir à ses clients transnationaux une présence dans toutes les Afriques. Nous possédons des filiales dans l'ensemble des pays du Maghreb, dans les pays d'Afrique francophone, anglophone et avec l'ouverture récente de nos filiales en Angola et au Mozambique, nous sommes

désormais présents en Afrique lusophone

Nous ne faisons cependant pas la course au chiffre. Si nous sommes heureux de pouvoir offrir à nos clients une telle empreinte géographique, c'est parce qu'elle leur donne ainsi, dans chaque pays, un système de gestion unique, intégré et adapté, permettant notamment aux directeurs des Risques de disposer d'outils de consolidation de leurs assurances en temps réel et sur une base multi-pays. Idem concernant nos outils de gestion automobile et santé qui proposent à nos clients une unicité de gestion multi-pays absolument unique sur le marché.

Vous avez récemment communiqué sur la Covid et les assurances associées, n'est-ce pas une démarche un peu opportuniste ?

En fait, nous avons surtout cherché à combler une carence qui a pu nous causer quelques frayeurs en 2020 lorsque nos clients ont pu avoir besoin d'une évacuation sanitaire et qu'il a fallu compter sur la seule bonne volonté de nos partenaires assureurs. En effet, les pandémies étant exclues de l'ensemble des contrats d'évacuation sanitaire qui étaient jusqu'alors commercialisés au Gabon, nous avons cherché les moyens de combler cette lacune, car il ne nous semblait pas possible de laisser nos clients dans une telle incertitude face à la maladie.

Il ne vous aura d'ailleurs pas échappé que notre logo Groupe mentionne « Insurance Solutions ». Nous ne pouvions donc pas laisser ce problème sans... solution.



Des projets pour 2021 ?

Nous avons récemment ouvert de manière opérationnelle un bureau Olea au sein de l'agence BGFI de la ZES de Nkok. Nous proposons dès lors aux investisseurs de la zone un service de qualité et de proximité pour leurs besoins en assurances, quels qu'ils soient.

Nous avons été sollicités par un grand armateur mondial afin de lancer un produit d'assurance unique en Afrique et nous comptons renforcer et élargir les partenariats multi-pays que nous avons initiés Arise, le groupe

Atlantique et beaucoup d'autres.

Plus généralement, au niveau du groupe, je vous informe de la poursuite de l'ouverture de nouvelles filiales sur le continent et la captation de nouvelles affaires panafricaines. Le futur proche du groupe Olea promet d'être absolument passionnant à fortiori dans un contexte post-Covid, ou à tout le moins Covid-contrôlé, qui aura créé de nombreuses ruptures dans la façon dont nos clients conçoivent et gèrent leurs risques. Mais nous en reparlerons sûrement...

Par Anne-Marie Jobin

GABON : UN PLAN TRIENNAL POUR ACCÉLÉRER LA DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE

Au Gabon, le secteur pétrolier, moteur principal de l'économie, est à une étape critique de son évolution. Aussi les autorités planifient-elles déjà l'accélération de la diversification de l'économie afin d'atteindre les objectifs fixés dans le cadre de la vision stratégique Gabon émergent 2025.

La stratégie de développement du Gabon pour la période 2021-2023 a été au centre d'un séminaire gouvernemental de deux jours ouvert le 18 janvier 2021 à Libreville, et présidé par le chef de l'État Ali Bongo Ondimba, nous apprend le site Le Nouveau Gabon.

Ce plan vise, selon le gouvernement, à hâter la transition vers l'après-pétrole, en accélérant les nouveaux moteurs de croissance et en repensant le modèle social du pays, d'où son nom de baptême : Plan d'accélération de la transformation 2021-2023.

«Concrètement, cela veut dire que la mise en œuvre du Plan

d'accélération de la transformation 2021-2023 doit nous permettre, d'ici 2025, de faire passer le poids du secteur pétrole dans notre PIB en dessous des 20 %, contre 33 % aujourd'hui. Plus de 50 % de notre consommation alimentaire doit être produite localement, d'ici 2025. Et nous devons faire tomber le pourcentage de la population vivant sous le seuil de pauvreté à moins de 25 % de la population, contre 35 % aujourd'hui», a expliqué le Premier ministre, Rose Ossouka Raponda, à l'ouverture de ce séminaire.

Et pour atteindre ces objectifs, le Gabon, selon le chef du gouvernement, devra réussir le pari

de ralentir la chute de la production pétrolière et diversifier la filière hydrocarbures ainsi que son économie. En effet, «les scénarii les plus pessimistes estiment qu'en 2030, notre production se situera autour de 100000 barils par jour contre 218000 aujourd'hui. Si la part du pétrole dans notre économie doit être réduite, nous devons l'atteindre par l'augmentation significative des contributions des autres secteurs, tout en maintenant au maximum la contribution actuelle du secteur pétrolier, malgré nos champs vieillissants», indique le Premier ministre.

En dehors du pétrole, dont l'économie gabonaise est actuellement très dépendante, il faudra pour les autorités relever le défi d'accélérer le développement du manganèse et poser les conditions d'une exploitation de l'or et du fer au Gabon. Les opérateurs miniers gabonais, selon le chef du gouvernement, prévoient de faire passer la production annuelle de manganèse, d'environ 7 millions de tonnes aujourd'hui, à 10,3 millions de tonnes par an en 2023, voire 12 millions de tonnes en 2025.



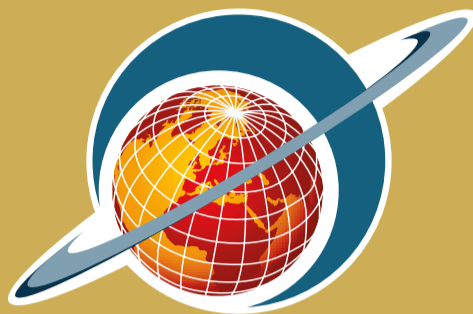
La réussite de ce plan passera aussi par l'amélioration de la productivité et la diversification des débouchés de la filière bois, le développement des filières agro-industrielles exportatrices et le renforcement de la souveraineté alimentaire, le relèvement du secteur des BTP, à travers une reprise en main de la production des matériaux de construction, pour faire baisser le coût des intrants et maximiser la valeur ajoutée locale dans cette filière. Pour y arriver, il faudra améliorer le climat des

affaires et assainir la gestion des finances publiques, a indiqué le chef du gouvernement.

Le plan d'accélération de la transformation 2021-2023 cadre avec le plan stratégique Gabon émergent 2025 qui est un programme de réformes économiques, dont l'objectif est de moderniser l'économie gabonaise, la diversifier et permettre à chaque gabonais d'accéder à un niveau de vie décent.

Source : Ecofin

The Banker

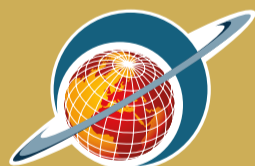


Bank of the Year 2020

AFRICA

Le Groupe Ecobank- premier groupe bancaire panafricain, pionnier des services, produits et solutions financiers sur le continent.

The Banker



Bank of the Year 2020

GABON

Un merci particulier à tous les Ecobanquiers, à nos clients et partenaires.

ecobank.com



Ecobank
La Banque Panafricaine

Les Échos

echosdeleco.com

de l'Eco

CE N'EST PAS QU'UN JOURNAL

AUTRES ACTIVITÉS



ORGANISATION D'ÉVÉNEMENTS

Prise en charge de la conception, des préparatifs et de l'organisation matérielle et logistique (forums, séminaires, inaugurations...) dans le cadre de prestations de service à l'attention des particuliers et/ou des professionnels.

RÉALISATION ET ANIMATION DE WEBINAIRES

Ces réunions collectives directes via internet facilitent le travail collaboratif entre différents interlocuteurs. Ce moyen interactif est aujourd'hui un processus d'organisation de réunion qui permet un gain de temps et qui limite les coûts de déplacements.



RÉDACTION DE RAPPORTS ANNUELS

Rapport des activités et des performances financières de l'entreprise destiné aux actionnaires et autres personnes intéressées.

RÉALISATION AUDIOVISUELLE

La production audiovisuelle, la conception, la réalisation, le tournage d'un clip vidéo, d'une publicité, d'un reportage, d'un webinaire... avec les moyens techniques appropriés : caméras, drones...



CRÉATION GRAPHIQUE ET IMPRESSION NUMÉRIQUE

Conception de supports combinant images et textes, à destination d'un affichage sur écran et/ou pour impression : la conception d'un logotype, d'une affiche, d'un flyer, d'un site Internet ou encore d'une bannière publicitaire...



144 - Floria 2 - Libreville Gabon



+241 (0) 62 18 77 18



echosdeleco@gmail.com



Aucun frais d'agence pour les propriétaires vendeurs d'un bien immobilier

A VENDRE



Maison 4 chambres

Quartier Bel Air
Surface habitable : 180 m²
Surface du terrain : 1073 m²
Piscine
Prix de vente
170 000 000 F CFA



Terrain pieds dans l'eau

Quartier : Sablière II
Bord de mer
Surface du terrain : 2529 m²
Prix 264 875 000 F CFA



Maison 4 chambres

Quartier Sablière
Surface habitable 427 m²
Surface du terrain : 4506 m²
Piscine - Pieds dans l'eau
Prix : nous consulter

CONTACTS :

011 74 51 51 / 074 00 04 13

contact@agencesn1.com

www.agencesn1.com



AVEC NOTRE
Partenaire Intermarché



Plus de **900 000 F CFA**
de lots à gagner par magasin



**PLUS DE CHOIX
PLUS DE MARQUES
TOUS LES JOURS MOINS CHER**

**DU 26 MARS
AU 25 AVRIL**

BRASSEUR ET PIONNIER DU DÉVELOPPEMENT DURABLE AU GABON



DÉVELOPPER ET VALORISER LES
COMPÉTENCES DE NOS EMPLOYÉS



RÉDUIRE NOTRE EMPREINTE
ENVIRONNEMENTALE



CONTRIBUER AU DÉVELOPPEMENT
SOLIDAIRE DES COMMUNAUTÉS
LOCALES



ASSURER LA QUALITÉ DES PRODUITS
ET PROMOUVOIR UNE CONSOMMATION
RESPONSABLE